

Pékin mise désormais sur innovation et valeur ajoutée, pendant que Hanoï construit des usines

Le Vietnam prend le relais de la Chine

« PROPOS RECUEILLIS PAR
RACHEL RICHTERICH

Asie » Fini le temps où la Chine était la grande manufacture du monde. L'Empire du Milieu vise la valeur ajoutée et l'innovation. Les grandes acquisitions de ces derniers mois font partie de ce processus, notamment le rachat de Syngenta par ChemChina annoncé en début d'année. Ses ouvriers, de plus en plus qualifiés, sont aujourd'hui payés le même salaire que dans certains pays européens. Une évolution qui s'inscrit dans le recentrage de la croissance entamé en 2008 par Pékin (voir ci-dessous). Pendant ce temps, le Vietnam construit des usines. Le point sur ces évolutions avec Daryl Liew, responsable portefeuille pour Reyl Singapour et fin connaisseur des marchés asiatiques.



«La Chine n'est plus la grande manufacture du monde»

Daryl Liew



Les ouvriers chinois devenant chers, la production de biens textiles se transfère en partie vers le Vietnam, comme ici à Hanoï. Keystone

La Chine suscitait encore de fortes incertitudes, quant à sa santé économique, au premier trimestre. Aujourd'hui les marchés semblent rassurés. Qu'en est-il?

Daryl Liew: La Chine nous a habitués à une croissance à deux chiffres ces dernières décennies. Un tel niveau ne peut pas durer indéfiniment. Le pays atteint des

capacités excédentaires dans le secteur primaire, l'acier et le charbon notamment, alors que ces secteurs sont en crise à l'échelle mondiale. Il va falloir restructurer. Et ce type de transformations engendrent un ralentissement, avant une stabilisation. Cela dit, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a dépassé l'objectif de 6,5% fixé par le gouvernement.

Comment faut-il comprendre la frénésie d'acquisitions des entreprises chinoises en Europe – y compris en Suisse après le rachat de Syngenta par ChemChina et de Gategroup par HNA? Il y en a eu 101 pour un montant total de 62 milliards de dollars depuis le début de l'année. Ces acquisitions font partie du processus d'internationalisation

de l'économie chinoise. La Chine étend de cette manière ses connexions avec l'Europe. Mais aussi avec d'autres pays, notamment le Pakistan, où elle a investi 50 milliards de dollars. Et outre des relations privilégiées, Pékin veut aussi amener ses entreprises à un plus haut niveau, privilégier davantage l'innovation, la recherche et le développement.

Au détriment des secteurs qui ont porté sa croissance pendant des années?

C'est une économie à deux vitesses qui se dessine. Certaines entreprises actives dans les biens de consommation et les services affichent des niveaux de croissance très élevés. Et en parallèle, les secteurs primaires de l'acier et du charbon baissent. De même que les usines «low-cost». La Chine n'est plus la grande manufacture du monde. Elle n'est plus aussi bon marché qu'avant. Les salaires des ouvriers ont progressé au rythme de leurs qualifications. Et c'est parce qu'elle possède déjà les infrastructures qu'elle demeure abordable.

Ces activités manufacturières plus basiques sont-elles développées ailleurs?

Elles le sont déjà beaucoup au Vietnam. Nous voyons d'ailleurs de plus en plus d'objets – des baskets, des protections pour smartphone – estampillés «made in Vietnam». Le géant coréen Samsung y a d'ailleurs déjà investi plus de 15 milliards de dollars et délocalisé la fabrication de nombreux produits électroménagers de Chine vers ce pays d'Asie du Sud-Est. Le processus est déjà en route, le pays cherche à attirer les investisseurs étrangers avec sa main-d'œuvre bon marché et des avantages fiscaux. Il pourrait s'accélérer encore si le Partenariat transpacifique est ratifié (le TPP, traité de libre-échange signé en février entre douze pays d'Amérique et d'Asie-Pacifique, dont les Etats-Unis, le Canada, le Chili, le Vietnam, Singapour, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ndlr). »

Un vivier d'opportunités pour la Suisse

La Suisse a aussi les yeux tournés vers l'Orient et multiplie les rencontres avec ses partenaires asiatiques.

Le ministre de l'Economie Johann Schneider-Ammann est en ce moment même sur le continent asiatique. La Confédération a ainsi noué d'étroits liens commerciaux avec la Chine, pays avec lequel elle bénéficie d'un accord de libre-échange, en vigueur depuis deux ans. Et l'essor du Vietnam comme alternative pour l'industrie «est d'un grand intérêt pour les entreprises suisses», relève Fabian Maienfisch, porte-parole du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco). «En particulier celles qui sont spécialisées dans les produits de haute technologie, les produits chimiques et les équipements

d'infrastructures», qui trouvent là-bas certains composants bon marché pour leurs produits.

Autre place de choix, Singapour, bien sûr, avec qui la Suisse a beaucoup d'intérêts communs. Et pas seulement pour les banques. «Le gouvernement singapourien vise à diversifier davantage son économie et à développer le secteur des services», signale le porte-parole du seco. Et dans cette mutation vers une économie basée sur l'innovation, les sciences de la vie jouent un rôle important. «Pour l'économie suisse, il existe donc de nombreuses possibilités de coopération dans la recherche pharmaceutique, les techniques médicales et la biotechnologie», indique Fabian Maienfisch. «De plus, le Gouvernement singapourien a éla-

boré un nouveau programme visant à soutenir l'automatisation dans le secteur industriel, ce qui crée des opportunités pour les exportateurs suisses de machines.»

Singapour, où Johann Schneider-Ammann a rencontré hier le président Tony Kang Yam en compagnie d'une délégation d'entrepreneurs. Avant de s'envoler pour la Corée du Sud, qui grâce à son accord de libre-échange avec l'AELE (l'Association européenne de libre-échange dont la Suisse est membre avec le Liechtenstein, l'Islande et la Norvège, ndlr) demeure un partenaire de poids pour les entreprises helvétiques. Son voyage s'achève en fin de semaine à Oulan-Bator, capitale de la Mongolie, où il participe au Dialogue Asie-Europe (ASEM). » RACHEL RICHTERICH

HANOÏ REPREND LES RECETTES DE LA CHINE

«Le Vietnam reprend les recettes qui ont fait le succès manufacturier de la Chine», indique Antoine Kernen, enseignant et chercheur à l'Université de Lausanne, spécialiste de la Chine. A savoir, offrir des avantages fiscaux et commerciaux aux entreprises étrangères qui viennent s'implanter dans des zones bien définies auparavant. Et ainsi attirer les investissements étrangers. Cet Etat d'Asie du Sud-Est «devient sans doute progressivement un des grands sites mondiaux de production», confirme Fabian Maienfisch, porte-parole du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco). «Il n'absorbe pas tout ce que la Chine produisait – le Bangladesh possède aussi des usines. Mais le Vietnam dispose de meilleures infrastructures pour des salaires assez équivalents», ajoute Antoine Kernen. La Chine

de son côté poursuit le recentrage de sa croissance, portée par la consommation intérieure, ce qui nécessite une hausse des salaires, explique le chercheur. «Ce processus, officialisé en 2008, entraîne une diminution de l'abondance de main-d'œuvre et une hausse des coûts de production.»

D'où une délocalisation de pans de production, rejoignant les logiques de sous-traitance de plus petits pays habitués à externaliser, comme le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan. «Ce sont eux qui tirent les ficelles. Pour l'instant.» Notamment la Corée du Sud, «le plus important investisseur au Vietnam», souligne Fabian Maienfisch. De quoi aiguïser davantage encore les appétits des entreprises de l'Occident, en proie aux incertitudes économiques, qui cherchent des horizons plus prometteurs et géopolitiquement plus stables. RACHEL RICHTERICH